

LETTRE OUVERTE

Le jour est arrivé où nous avons compris que le Ministère public été devenu l'ennemi numéro 1 de la démocratie au Japon. Depuis quelque temps, plusieurs organisations des Droits de l'Homme avaient averti le public sur certaines anomalies du système judiciaire qui avait un taux de verdicts de culpabilité qui surmontait le 99% ce qui, en fait, venait à démontrer que le Ministère public contrôlait le pouvoir judiciaire.

Un taux si élevé de verdicts de culpabilité surprenait les japonais mais ceci était accepté comme quelque chose de vrai puisque la population croyait à un mythe selon lequel la justice au Japon était infaillible. Parmi les faiseurs de justice on croyait surtout à l'infaillibilité de l'Équipe Spéciale d'Investigation du Ministère public qui s'occupait des cas de corruptions de politiciens.

Il faut dire, pourtant, qu'à partir du moment où le Jimin-to (parti libéral démocrate) perd le pouvoir après 50 ans et le Minshu-to (Parti démocrate japonais) le prend, le Ministère public, du coup, ose accuser Ichiro Ozawa, à ce moment possible candidat pour devenir Premier Ministre, d'avoir acheté un terrain avec de nombreuses irrégularités, ce qui de fait est totalement faux.

C'est là que les japonais commencent à comprendre que le Ministère public abuse de son pouvoir pour dénoncer les politiciens gênants.

De plus, on découvre que lors des interrogatoires des suspects ou témoins sont utilisées quelques techniques qui s'approche à la torture comme celles de menacer la famille, couper l'accès médical nécessaire ou obliger à signer des "faux témoignages" écrits par eux mêmes. Curieusement, ce genre "d'interrogatoires" mènent parfois au "suicide suspects ou témoins".

Bien évidemment, la loi donnent aux suspects le droit d'être assistés par un avocat. Or, souvent, les avocats prennent part active au théâtre en essayant de convaincre les suspects de reconnaître leur culpabilité en leur disant qu'ils seront ainsi livrés plus vite de leur arrêt.

Pendant ce temps, au long de toutes ces années, la presse non seulement n'a fait aucun effort pour être impartiale, mais encore elle a automatiquement toujours donné la raison au pouvoir judiciaire et a transmit l'information telle comme elle lui avait été fournie.

D'autres aspects qui ont commencé à surprendre le public sont 1) l'existence d'un Comité pour l'Investigation du Ministère public qui en théorie prendrait soin de contrôler son pouvoir et d'assurer son bon fonctionnement; 2) le fait que ce comité s'est attribué arbitrairement le droit d'accuser et d'arrêter n'importe qui même quand il n'y aurait aucune preuve disponible. C'est ce comité qui a accusé Ichiro Ozawa en abusant de son pouvoir, de sa force, ce qui prouve largement que n'importe qui (journaliste, politiciens, gouverneur ou citoyen) peut-être accusé et arrêté sans preuves ce qui viendrait à dire que le Ministère public est, de fait, un pouvoir absolu qui contrôle le pays.

Il faut dire qu'il n'est pas si absolu du moment où il a été controversé. En fait, le 21 septembre 2010 le Ministère public a subit de très grandes critiques quand on a su qu'on

avait manipulé des éléments de preuves contre Madame Atsuko Muraki à fin de la rendre coupable quand on savait bien qu' elle n' en était pas.

Même la presse qui a toujours fonctionné comme un organe publicitaire du Ministère public a été incapable de cacher le scandale grâce à quoi, enfin, le Ministère de Justice a du parler de "l' Affaire du Ministère public" et créer un Conseil Indépendant pour réformer le Ministère de Justice (Independent panel to reform prosecutors).

Il faut remarquer que le Ministère de Justice, face à ces très graves accusations de corruptions, non seulement n' est pas en train de faire des efforts pour mener des réformes internes, mais encore, est entrain de vouloir minimiser la gravité du problème en responsabilisant le fonctionnaire en charge du cas Muraki comme si il s' agissait là d' un cas tout particulier et exceptionnel.

C' est pour cela qu' un groupe de journalistes, d' avocats, d' artistes, d' intellectuelles et de citoyens (nommé "shimin-no-kai") est, depuis quelque temps, en train de s'organiser via internet (twitter) pour faire des dénonces et pour exiger de l' information dans le but de réformer le système judiciaire corrompu en empêchant celui-ci de minimaliser le problème.

Le premier pas a été celui d' accuser d'abus de pouvoir le fonctionnaire en charge du cas Muraki.

Cela a été fait dans l' espoir, non seulement de rendre évidente la culpabilité du fonctionnaire en question mais encore d' obliger le système judiciaire à se réformer. Il est tout à fait nécessaire de faire une révision du système qui aille du petit bureaux régional au Cabinet Suprême.

C' est une ironie que Ministère public doive mener une investigation contre elle même. Ce qu' on cherche à faire est de poser le problème et de discuter sur la raison d' être du Ministère public et du système légal actuel.

Il faut dire que c' est la première fois qu' un groupe de citoyens fait une dénonce pénale contre un organe bureaucratique dans l' histoire du pays.

Il est très intéressant de voir comment, malgré l' absence d' information dans les médias traditionnels, des centaines de personnes sont entrain de s' informer sur l' existence du débat via twitter et sont entrain de se manifester contra la corruption du Ministère public et la manipulation de la presse. Les gens commencent même à vouloir se faire entendre dans les rues ce qui était, jusque là, extrêmement rare au Japon.

Aujourd' hui, le moment est arrivé de se prononcer contre la corruption du système judiciaire et de défendre les droits de l' homme.

Nobuyo Yagui
Représentante
Groupe de citoyens en défense de l' État Constitutionnel

Contact:

<http://shiminnokai.net> Correo : shiminnokai21@gmail.com

Twitter : @shiminnokai21 ou @nobuyoyagi (japonais, espagnol, anglais disponible)